

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE SOCREDO

Société anonyme d'économie mixte au capital de 22 000 000 000 F CFP.

Siège social : 115, rue Dumont d'Urville, Papeete (Tahiti).

RCS TPI 59 1 B Papeete

Documents comptables annuels

I. - Bilan au 31 décembre 2024

(Montants en F CFP)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilés	94 452 644 296	95 105 629 866
Caisses, banques centrales, CCP	67 743 088 786	59 887 245 215
Effets publics et valeurs assimilées	0	
Créances sur les établissements de crédit	26 709 555 510	35 218 384 651
Créances sur la clientèle	303 074 374 841	292 749 992 443
Opérations sur titres	9 041 571 784	8 485 393 243
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 041 571 784	8 485 393 243
Actions et autres titres à revenu variable	0	
Valeurs immobilisées	9 762 478 820	9 664 485 824
Participations et autres titres détenus à long terme	383 753 534	369 158 655
Parts dans les entreprises liées	4 682 004 587	4 485 004 884
Immobilisations incorporelles	1 432 798 319	1 740 527 915
Immobilisations corporelles	3 263 922 380	3 069 794 370
Capital souscrit non versé	0	
Actions propres	0	
Comptes de régularisation et actifs divers	1 498 070 909	1 523 944 509
Autres actifs	415 356 171	411 812 106
Comptes de régularisation	1 082 714 738	1 112 132 403
Total de l'actif	417 829 140 650	407 529 445 885

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilés	67 185 220 954	62 435 094 674
Banques centrales, CCP	44 608 780	17 642 859
Dettes envers les établissements de crédit	67 140 612 174	62 417 451 815
Comptes créditeurs de la clientèle	301 005 565 314	295 077 894 322
Comptes d'épargne à régime spécial	62 543 130 493	64 920 475 040
Autres Dettes	238 462 434 821	230 157 419 282
Comptes de régularisation et passifs divers	3 947 054 178	5 627 296 543
Autres passifs	1 052 072 608	1 290 923 163
Comptes de régularisation	2 894 981 570	4 336 373 380
Provisions et dettes subordonnées	396 327 165	448 405 567
Provisions pour risques et charges	396 327 165	448 405 567
Dettes subordonnées	0	
Fonds pour risques bancaires généraux	2 100 000 000	2 100 000 000
Capitaux propres hors FRBG	43 194 973 039	41 840 754 779
Capital souscrit	22 000 000 000	22 000 000 000
Prime d'émission	242 647 500	242 647 500
Réserves	18 888 147 279	17 508 363 867
Ecart de réévaluation	0	
Provisions réglementées et subventions d'investissement	445 000 000	365 000 000
Report à nouveau (+ / -)	0	
Résultat de l'exercice	1 619 178 260	1 724 743 412
Total du passif	417 829 140 650	407 529 445 885

II. – Hors Bilan au 31 décembre 2024
(Montants en FCFP)

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	65 536 094 989	70 837 814 050
Engagement de financement	48 257 677 175	52 144 455 732
Engagements en faveur d'établissements de crédit	2 793 850 270	2 198 013 596
Engagements en faveur de la clientèle	45 463 826 905	49 946 442 136
Engagement de garantie	17 278 417 814	18 693 358 318
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	5 805 745 358	2 668 821 790
Engagements d'ordre de la clientèle	11 472 672 456	16 024 536 528
Engagement sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	44 734 597 033	44 259 794 391
Engagement de financement	5 011 933 174	6 995 226 730
Engagements reçus d'établissements de crédit	5 011 933 174	6 995 226 730
Engagements reçus de la clientèle		
Engagement de garantie	39 722 663 859	37 264 567 661
Engagements reçus d'établissements de crédit	39 722 663 859	37 264 567 661
Engagements reçus de la clientèle		
Engagement sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

III. - Compte de résultat au 31 décembre 2024
(Montants en FCFP)

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	13 441 308 908	11 727 079 578
Intérêts et charges assimilés	-5 756 051 160	-3 125 343 784
Revenus des titres à revenu variable	216 719 900	212 837 111
Commissions (produits)	4 941 074 293	4 520 265 354
Commissions (charges)	-1 987 593 848	-2 357 965 609
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	381 674 452	362 184 790
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placements et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	70 033 912	68 742 545
Autres charges d'exploitation bancaire	-50 230 928	-70 272 751
Produit net bancaire	11 256 935 529	11 337 527 234
Charges générales d'exploitation	-7 166 611 526	-6 587 436 536
Frais de personnel	-4 886 869 021	-4 604 172 481
Autres frais administratifs	-2 279 742 505	-1 983 264 055
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-639 099 955	-633 471 744
Résultat brut d'exploitation	3 451 224 048	4 116 618 954
Coût du risque	-402 632 608	-610 671 117
Résultat d'exploitation	3 048 591 440	3 505 947 837
Résultat net sur actifs immobilisés	-311 828 780	7 042 954
Résultat courant avant impôt	2 736 762 660	3 512 990 791
Résultat exceptionnel	-194 249 300	-546 728 357
Impôt sur les bénéfices	-843 335 100	-1 171 519 022
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	-80 000 000	-70 000 000
Résultat net	1 619 178 260	1 724 743 412

IV. - Evénements marquants de l'année

Le contexte polynésien 2024

En 2024, la croissance économique de la Polynésie française s'est poursuivie à un rythme modéré, dans le sillage de 2023.

- La Polynésie Française a enregistré une fréquentation touristique record de 263.000 touristes et accueilli les épreuves de surf à l'occasion des jeux olympiques de Paris 2024.
- L'emploi salarié est resté bien orienté, soutenant ainsi la consommation des ménages, bien que sa dynamique ralentisse. Le chiffre d'affaires global des entreprises a atteint un palier avec un rebond dans la construction et le génie-civil avant les Jeux Olympiques, pour se contracter dans le commerce et le tourisme.
- Comme dans le reste du monde, la désinflation s'est poursuivie. Établie à +1,5% en mars 2024, puis à +1,2% en juin 2024, l'inflation atteint une moyenne annuelle glissante à 1,1% à fin octobre 2024.
- L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) a joué son rôle de soutien de la zone Pacifique à travers le renouvellement des lignes de refinancement. Dans la lignée des baisses de taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) à mi année, l'IEOM a également réduit ses taux de facilité de dépôt et de financement.
- En Polynésie Française, à fin octobre 2024, la production de crédits sur la place s'est inscrite en retrait de 3,5 milliards FCFP par rapport à l'année précédente. Pour rappel, l'année 2023 avait été exceptionnelle et portée par l'habitat. Celle de 2024 est portée par la consommation et le financement des besoins de trésorerie des entreprises.

Dans la zone Pacifique, la Nouvelle-Calédonie a connu en 2024 une vague de violence d'une ampleur inédite depuis les événements des années 1980. Les violences, essentiellement caractérisées par des émeutes urbaines et péri-urbaines, ont été principalement déclenchées par la présentation à l'Assemblée nationale et au Sénat d'un projet de révision constitutionnelle prévoyant un dégel partiel de la composition du corps électoral aux élections provinciales, jugé défavorable par la communauté mélanésienne.

Les conséquences des émeutes sur l'économie et les finances publiques s'annoncent majeures, les troubles s'étant soldés par de lourdes pertes humaines et d'importants dégâts matériels estimés à plus de deux milliards d'euros. Le coût du risque des établissements de crédit Calédonien a été fortement impacté par ces événements et leurs conséquences.

L'économie mondiale, incertitudes et contexte baissier des taux

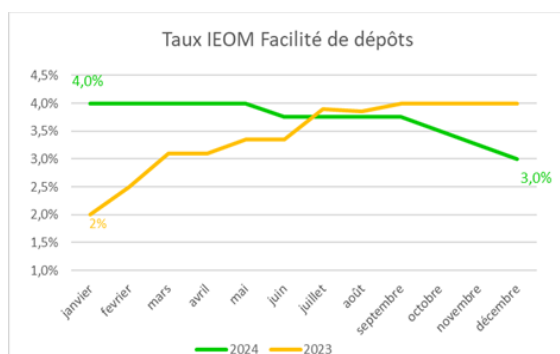
Au plan mondial, en 2024, la croissance économique a été modérée mais hétérogène, au regard de la persistance des tensions géopolitiques. Fin 2024, l'élection de Donald Trump à la tête des Etats Unis d'Amérique, empreinte d'une rhétorique protectionniste, a accru les incertitudes et réduit la visibilité en matière de perspectives économiques et géopolitiques mondiales.

De la même manière qu'en 2023, l'inflation est demeurée la préoccupation majeure en 2024. La majorité des pays dans le monde a atteint le niveau cible et la désinflation s'est poursuivie à 5,9% en 2024.

Dans le contexte de réduction des tensions inflationnistes, depuis juin 2024, les principales banques centrales ont annoncé des baisses des taux directeurs rapides et successives. Après avoir atteint au niveau mondial un pic à 8,7% d'inflation en 2022, les projections s'établissent à 4,3% en 2025, se rapprochant ainsi du niveau moyen des deux décennies avant la pandémie.

Malgré les bonnes nouvelles en matière d'inflation, les risques de dégradation persistent et dominent actuellement les perspectives. Une escalade des conflits régionaux, voire mondiaux, pourrait présenter des risques importants pour les marchés des produits de base (énergétiques, métaux et minerais, agricoles et produits chimiques de base).

Dans ce contexte, la banque SOCREDO reste attentive et réactive aux évolutions économiques et géopolitiques, et s'adapte à l'évolution de la courbe des taux :



Le taux de rémunération des CSL est fixé à 0,15% depuis le 1^{er} mars 2023.

Le taux de rémunération des PEL est de 2,25% au 1^{er} janvier 2024 et de 1,75% au 1^{er} janvier 2025.

2024 a marqué le début de la **stratégie Te Avei'a (cap 2028)** de la banque SOCREDO à 5 ans pour la période 2024-2028.

D'un point de vue financier, 2024 a reflété le dynamisme commercial en termes d'activité de crédit, de Produit Net Bancaire et les investissements réalisés en termes de ressources humaines et de projets structurants. 2024 s'inscrit dans la continuité de 2023, avec deux ambitions principales, agir pour un Développement durable et l'amélioration de la relation Client.

La Banque a terminé l'année 2024 avec un résultat de +1,6 Md de F CFP et un bilan en croissance de +10 Mds de F CFP.

- La liquidité est stabilisée à 103 Mds de F CFP,
- Les encours nets de crédits atteignent 303 Mds de F CFP et progressent de +10 Mds de F CFP dans un contexte de croissance économique modérée et de dynamisme de la force commerciale,
- Les dépôts s'élèvent à 301 Mds de F CFP (+6 Mds de F CFP), et les ressources interbancaires de 67 Mds de F CFP progressent de +5 Mds de F CFP par la souscription aux dispositifs Ligne de Refinancement (LR) de l'IEOM et le tirage d'une dette longue de 3 Mds de F CFP.
- Les fonds propres de la banque sont renforcés par un résultat de 1,619 Md de F CFP au 31 décembre 2024.

Le risque de crédit

- En octobre 2024, la Banque SOCREDO a cédé, à une société de défaillance des créances contentieuses pour un montant de 380 millions de F CFP. A l'issue de cette opération de cession, le taux de douteux de la banque s'établit à 3,2%.
- Le coût du risque de crédit s'est matérialisé par une dotation nette de 403 millions de F CFP, et n'intègre pas, au 31 décembre 2024, de coût du risque en rapport avec les expositions situées en Nouvelle Calédonie.

V. – Principes comptables et méthode d'évaluation

Les états financiers de la Banque SOCREDO sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires. Ils sont présentés conformément au format défini par le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Ils sont présentés, pour les aspects généraux, en conformité avec les règles comptables posées par la délibération n°2011-13 de l'Assemblée de Polynésie française du 5 mai 2011 adoptant un nouveau plan comptable général applicable aux comptes clos à compter de l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2012. Et sur le plan de la réglementation bancaire, en conformité avec le Plan de Comptes des Etablissements de Crédit (PCEC) publié le 15 octobre 2021.

Les comptes annuels sont établis en francs pacifiques.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base.

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

1. Changements de méthode comptable et de présentation des comptes intervenus sur l'exercice 2024

Aucun changement de méthode comptable n'a affecté de manière significative les comptes de l'exercice 2024.

2. Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Ils comprennent l'ensemble des créances sur la clientèle y compris les créances subordonnées (prêts participatifs) et les créances affacturées.

La Banque SOCREDO applique le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC relatif au risque de crédit.

a) Créances saines

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

b) Impayés

Sont qualifiées d'«impayés», les échéances de toute nature non réglée pendant un délai inférieur à 3 mois.

c) Créances restructurées

La restructuration est une opération qui permet à la Banque SOCREDO, en réaménageant les engagements du client, de recouvrer ses « encours porteurs d'un risque de crédit avéré » définis par l'article 2221-5 relatif au traitement du risque de crédit du règlement de l'ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

La restructuration consiste à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, montant en capital etc.) afin de les rendre compatibles avec la capacité de paiement « actuelle » du client, et permettre aux contreparties d'honorer le règlement des échéances.

La restructuration peut également comporter des abandons de créances en principal ou en intérêt, échu ou couru. Tout abandon est constaté en perte.

Au moment de la restructuration, le prêt restructuré fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. En raison de son caractère non significatif, la Banque SOCREDO ne comptabilise pas la décote lors du traitement des crédits restructurés.

Dans le principe, les créances restructurées sont spécifiquement identifiées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créances douteuses.

d) Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple) ;
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, etc.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, la Banque SOCREDO distingue les encours douteux non compromis des encours douteux compromis.

Créances douteuses non compromises

Ce sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Créances douteuses compromises

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiée à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts après le transfert en encours douteux compromis sont comptabilisés au bilan depuis avril 2012 (refonte comptable).

La Banque SOCREDO applique la règle dite de la « contagion ». Cette dernière consiste à déclasser l'ensemble des engagements sur un même client (y compris les engagements d'hors-bilan et les participations) en créances douteuses, dès lors qu'un de ses concours est classé en créances douteuses.

e) Provisionnement du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un risque de crédit avéré est en encours douteux, la perte probable est prise en compte par la Banque SOCREDO par voie de provision. Les provisions constituées apparaissent en déduction des encours correspondants, à la seule exception de celles relatives aux engagements d'hors-bilan qui apparaissent au passif. La Banque SOCREDO constitue des provisions permettant de couvrir l'ensemble de ses pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Les provisions sont ajustées à chaque arrêté et réactualisées en fonction de l'appréciation portée sur l'évolution du risque. La valeur de réalisation des garanties est appréciée avec prudence en fonction de la nature des biens concernés.

Conformément aux dispositions de l'article 223-2 du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, la Banque SOCREDO a mis en application en 2005 la méthode d'actualisation des flux provisionnels lors de l'évaluation de la provision.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude contrepartie par contrepartie est remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles. Cette estimation repose sur une base statistique permettant de valider les provisionnements pratiqués. D'une manière générale, cette base tient compte des niveaux de pertes historiquement constatées ainsi que des évolutions constatées ou anticipées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

La méthode de provisionnement statistique consiste en l'application de différents taux par groupes de créances :

- Calcul de taux de pertes globaux (TPG) sur chaque arrêté d'un historique de 5 années de stock semestriel de créances douteuses,
 - Prise en compte des pertes réelles observées et calcul de pertes théoriques,
 - Observation des sorties In bonis et passages à perte entre 1 an et 5 et ½ selon l'avenir connu des arrêts de stock traités,
 - Taux de provisionnement statistique = Moyenne pondérée des encours des TPGs calculés par arrêté,
- Groupe homogène de risque (GHR) et seuil d'encours d'éligibilité client : dichotomie Bafi/Contentieux, Particuliers/Entreprise et par typologie produit,
 - Seuil d'encours client « bas » de 30 millions de F CFP, unique pour les particuliers et entreprises,
 - Assurant l'homogénéité des créances dans les GHR telle que définie par la réglementation,
 - Les taux de provisionnement statistique sont définis pour chaque exercice.

En outre, la Banque SOCREDO provisionne à 100% les intérêts courus échus et non échus sur créances douteuses selon l'article 223-5 du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC.

3. Opérations sur titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement 95.04 du CRBF, l'instruction 94.05 de l'ACPR, l'instruction 2000.12 de l'ACPR, le règlement 2000.02 du CRC et le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, et titres de l'activité de portefeuille) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

4. Titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit.

L'ensemble de ces titres est comptabilisé au coût historique. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

La valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention. Les éléments pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, les capitaux propres (valeur mathématique et quote-part de détention), les cours moyens de bourse des derniers mois.

Souscriptions pour incitations fiscales à l'investissement

Les personnes morales redevables de l'impôt sur les sociétés qui participent au financement de programmes d'investissements agréés par la Polynésie française bénéficient, sous certaines conditions, d'un crédit d'impôt total imputable dans la limite de 50% de l'impôt sur les sociétés.

A ce titre, dans le poste « Participations et autres titres détenus à long terme » sont incluses les titres et avances en compte courant souscrits dans le cadre des incitations fiscales à l'investissement. Une provision pour dépréciation, correspondant au montant de l'abandon de créance (prédéfini par convention), est constituée.

La Banque SOCREDO a pour obligation de conserver les titres et créances jusqu'à l'obtention du certificat de conformité et du remboursement de l'avance en compte courant nette de l'abandon.

Le profit réalisé par la Banque SOCREDO sur ces opérations est constitué par la différence entre le crédit d'impôt dont elle bénéficie et la rétrocession d'une partie de ce crédit d'impôt à la société promotrice sous forme d'abandon de créance (fixé par convention).

Lorsque pour un projet donné, la totalité du crédit d'impôt n'a pas été utilisée dès l'exercice au cours duquel le financement est effectué et si la Banque SOCREDO présente des éléments démontrant qu'elle pourra sans aucun doute utiliser le solde du crédit d'impôt lors des exercices suivants, il est possible de décaler sur les exercices suivants, par un compte de charge constatée d'avance, la charge nette liée à l'abandon de créance pour la différence entre l'abandon et la quote-part du crédit d'impôt utilisée.

Lorsque le projet est considéré comme risqué à la clôture d'un exercice, le gain est nul, par différé en produit constaté d'avance jusqu'à la levée du risque attaché au projet.

5. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

A l'exception des logiciels et progiciels de gestion, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de provisions pour dépréciation.

b) Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique, d'un montant unitaire supérieur à 70 000 FCFP HT, détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Concernant les frais d'acquisition des immobilisations et conformément à l'instruction n°2-2013 PCG du 22 avril 2013 relative à l'application des nouvelles règles fiscales et comptables sur les actifs, la Banque SOCREDO a opté pour le rattachement des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'acte liés à l'acquisition d'une immobilisation au coût d'acquisition de l'immobilisation. L'option relative au traitement des frais d'acquisition des immobilisations est exercée par la comptabilisation des frais en immobilisations. Elle s'applique depuis l'exercice clos du 31 décembre 2013.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est géré séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Composants	Durée d'utilité
Terrain	N/A
Gros œuvre et honoraires	50 ans
Terrassement, voirie, réseau	50 ans
Charpente métallique et toiture	50 ans
Menuiserie aluminium	50 ans
Dallage béton	50 ans
Revêtements sols : carrelage	50 ans

Plomberie et sanitaire	50 ans
Electricité courant fort	20 ans
Electricité courant faible	20 ans
Ascenseur	20 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur prix d'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation réelle des diverses catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Composants	Durée d'amortissement
Constructions	50 ans
Composants constructions (électricité)	20 ans
Agencements et installations	10 à 50 ans
Matériels (DAB)	10 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Outillage	5 ans
Mobilier	10 ans
Logiciels	1 à 3 ans
Progiciels de gestion intégrée et développement	3 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans

6. Conventions

Conformément à la convention n°45-97 signée le 30 mai 1997 entre le haut-commissariat de la République en Polynésie française et la Banque SOCREDO, il est créé dans nos livres un fonds destiné à couvrir les nouveaux prêts participatifs au développement.

Celui-ci est alimenté par le versement des produits de l'émission, par le montant des intérêts annuels acquis et par le remboursement en capital des prêts participatifs refinancés. Ce fonds possède les caractéristiques suivantes :

- Ce fonds est inscrit sur un compte ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, sans pouvoir toutefois en disposer pour son compte propre.
- L'activité de distribution de prêts participatifs au développement est exercée par la Banque SOCREDO, en son nom propre, pour le compte de l'État.
- La Banque SOCREDO est chargée par l'État de la mise en place et de la gestion de ces prêts, et elle est rémunérée pour ce rôle par la perception de commissions.

7. Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Conformément aux règlements 90-02 et 92-02 du CRBF et afin de couvrir des risques non spécifiques, il a été créé le FRBG.

Pour la Banque SOCREDO, le risque sectoriel de crédit, notamment celui lié aux activités de développement (secteur primaire, hôtellerie, accompagnement des petites entreprises, bancarisation des archipels et de la clientèle à faibles revenus), auquel se superpose, entre autres, le risque de taux, participent aux critères de constitution du FRBG.

8. Provisions réglementées et subventions d'investissement

Une provision sur les risques particuliers aux prêts à moyen et long terme a été constituée. Cette dotation ne peut excéder 5 % du bénéfice comptable de l'exercice. La dotation globale à cette provision ne peut excéder 0,50% du montant des crédits à moyen terme et à long terme effectivement utilisés. Cette provision, par son caractère fiscalement réglementé, est inscrite au passif du bilan au poste « Provisions réglementées et subventions d'investissement » dans les capitaux propres.

9. Provisions pour risques et charges

a) Provision Epargne Logement

L'Autorité des Normes Comptables pose le principe, dans le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, que les comptes et plans d'épargne-logement génèrent des droits et engagements pour leurs titulaires et symétriquement pour les établissements de crédit.

Conformément à ces dispositions, la Banque SOCREDO a intégré les risques relatifs aux dits comptes et ceux-ci font l'objet d'une évaluation ainsi que d'un provisionnement.

Les risques couverts sont de deux natures :

- Le risque de consentir des crédits futurs à un taux réglementé inférieur aux conditions de marché,
- Le risque de rémunérer l'épargne collectée à des conditions désavantageuses pour la Banque SOCREDO par rapport aux conditions de marché futures.

Ces deux risques sont évalués de manière prospective, jusqu'à l'extinction des encours d'épargne portés au bilan, par la modélisation de l'évolution des encours actuels sur la base d'hypothèses de taux futurs et de comportement clientèle.

La provision totale intègre la différence constatée, sur les stocks de prêts PEL en vie à la date de calcul, entre les flux futurs actualisés d'une part au taux de marché de l'année de mise en place de ces crédits et d'autre part au taux réglementé consenti au client. Cette différence est reprise ensuite actuariellement sur la durée de vie des prêts concernés.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations en produit net bancaire.

b) Autres provisions pour risques et charges

Conformément à l'article 312-1 du PCG, la Banque SOCREDO constitue des provisions pour risques et charges pour couvrir les risques suivants inhérents à son activité :

- Provisions sur encours sains,
- Provisions sectorielles,
- Provisions pour risque opérationnel.

Les provisions ainsi constituées sont inscrites au passif du bilan et les variations en coût du risque de crédit ou en coût du risque opérationnel.

10. Charges et produits

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou qu'ils sont engagés et enregistrés dans les états financiers de la période concernée.

Les dépenses et recettes afférentes à des périodes comptables postérieures sont enregistrées en charges ou produits constatés d'avance.

Les produits et charges afférents aux moyens de paiement sont classés à l'intérieur des charges et produits bancaires et sont intégrés à la détermination du produit net bancaire (PNB).

Les produits et charges financiers, relatifs à des exercices antérieurs sont reclassés, suivant la nature, à leur compte d'origine.

Afin de donner une image fidèle, les éléments jugés exceptionnels et non récurrents portant sur le risque opérationnel, avéré ou potentiel, sont présentés dans une ligne spécifique du coût du risque.

11. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution exceptionnelle ainsi que la différence entre l'impôt comptabilisé et celui payé au titre de l'exercice précédent. Les crédits d'impôt issus des opérations de défiscalisation et des dons aux fondations sont imputables dans la limite de 50% de l'impôt sur les sociétés dû, établi au titre de l'exercice de réalisation du financement.

Le solde éventuel du crédit d'impôt est imputable dans la même limite sur les trois exercices suivants pour les projets ayant reçu agrément avant le 10 avril 2019. Pour les projets ayant reçu agrément après le 10 avril 2019, le solde est imputable sur les 5 exercices suivant la souscription.

12. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur les instruments financiers à terme de taux, sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes d'hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. A la clôture du 31 décembre, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

13. Conversion des opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges payées et les produits perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges courues mais non payées et les produits courus mais non perçus sont convertis au cours de clôture.

Dans le cadre de l'application du règlement 89.02 du CRBF, des instructions 89.04 et 89.05 de l'ACPR et du règlement n°2014-07 du 26 novembre de l'ANC, la Banque SOCREDO a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

VI. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2024**1. Créances sur les établissements de crédit**

Libellé	DUREE RESIDUELLE					Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	≥ 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal			
Comptes et prêts :								
- à vue	7 409 212 527				7 409 212 527	294 794	7 409 507 321	8 003 973 603
- à terme	14 617 055 456	3 945 012 578	426 968 000		18 989 036 034	261 368 378	19 250 404 412	27 164 693 363
Prêts Subordonnés				48 926 014	48 926 014	717 763	49 643 777	49 717 685
Total	22 026 267 983	3 945 012 578	426 968 000	48 926 014	26 447 174 575	262 380 935	26 709 555 510	35 218 384 651
Provisions								
Valeurs nettes au bilan							26 709 555 510	35 218 384 651

Les comptes à terme diminuent de -7,9 milliards de FCFP dont -5,7 milliards de FCFP sur les prêts CASDEN et -2,2 milliards de FCFP nets sur les placements en devises.

2. Créances sur la clientèle

a) Analyse par durée résiduelle

Libellé	DUREE RESIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Concours à la clientèle	13 623 087 367	31 248 055 802	117 286 339 603	137 030 524 099	299 188 006 871	335 248 351	299 523 255 222	288 791 412 039
Prêts participatifs	51 316 037	125 945 254	678 083 820	129 882 864	985 227 975	2 219 139	987 447 114	825 014 147
Comptes ordinaires débiteurs	8 039 560 060				8 039 560 060	94 011 585	8 133 571 645	8 732 797 023
Total	21 713 963 464	31 374 001 056	117 964 423 423	137 160 406 963	308 212 794 906	431 479 075	308 644 273 981	298 349 223 209
Provisions					-5 559 869 985	-10 029 155	-5 569 899 140	-5 599 230 766
Valeurs nettes au bilan							303 074 374 841	292 749 992 443

Le 28 octobre 2024, la Banque SOCREDO a cédé 0,380 milliard de F CFP de créances contentieuses à une société de défaisance. Le taux de douteux s'établit à 3,2% après l'opération.

b) Analyse par nature de crédit

Libellé	31/12/2024						
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Créances commerciales	320 421 212	29 487 994	-17 643 282	60	15 388 158	-14 669 797	95
Autres concours à la clientèle bruts	306 907 145 719	2 875 798 173	-933 329 759	32	6 755 852 697	-4 588 876 701	68
- Dont concours sains à la clientèle	297 275 494 849						
- Crédits de trésorerie	77 659 273 425						
- Comptes ordinaires débiteurs	7 010 539 233						
- Crédits à l'équipement	67 926 698 108						
- Crédits à l'habitat	134 131 678 401						
- Autres crédits	10 547 305 682						
- Dont créances douteuses et compromises	9 631 650 870						
- Dont Comptes ordinaires débiteurs	1 029 020 827						
Prêts participatifs	985 227 975	77 364 699	-1 619 174	2	94 483 741	-4 651 119	5
Intérêts et divers	431 479 075	2 030 478	-1 987 777	98	7 177 750	-7 121 531	99
Total	308 644 273 981	2 984 681 344	-954 579 992	32	6 872 902 346	-4 615 319 148	67

Libellé	31/12/2023						
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Créances commerciales	596 566 641	6 242 230	-2 344 582	38	15 388 158	-14 670 775	95
Autres concours à la clientèle bruts	296 537 596 444	2 423 409 366	-834 750 582	34	6 971 521 099	-4 724 383 036	68
- Dont concours sains à la clientèle	287 142 665 979						
- Crédits de trésorerie	79 114 029 928						
- Comptes ordinaires débiteurs	7 613 518 790						
- Crédits à l'équipement	60 071 523 437						
- Crédits à l'habitat	129 619 082 431						
- Autres crédits	10 724 511 393						
- Dont créances douteuses et compromises	9 394 930 465						
- Dont Comptes ordinaires débiteurs	1 002 130 521						
Prêts participatifs	822 179 047	24 550 275	-832 348	3	95 325 536	-5 770 176	6
Intérêts et divers	392 881 077	9 546 240	-9 546 240	100	6 933 027	-6 933 027	100
Total	298 349 223 209	2 463 748 111	-847 473 752	34	7 089 167 820	-4 751 757 014	67

Les crédits restructurés sains sont enregistrés dans le poste « Autres crédits » et s'élèvent à 468 millions de F CFP au 31 décembre 2024.

Les Prêts garantis par l'Etat (PGE) sont inscrits en Crédits de trésorerie.

c) Analyse par agent économique

Libellé	31/12/2024						
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Particuliers	165 994 568 778	883 434 527	-360 091 081	41	2 583 494 439	-1 555 121 995	60
Entreprises	111 978 864 041	1 819 830 587	-528 375 865	29	3 646 234 721	-2 613 262 667	72
Autres professionnels	13 492 079 243	278 547 685	-63 708 921	23	631 903 293	-437 658 075	69
Collectivités publiques	14 856 516 319						
Administrations privées	1 890 766 525	838 067	-416 348	50	4 092 143	-2 154 880	53
Intérêts et divers	431 479 075	2 030 478	-1 987 777	98	7 177 750	-7 121 531	99
Total	308 644 273 981	2 984 681 344	-954 579 992	32	6 872 902 346	-4 615 319 148	67

Libellé	31/12/2023						
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Particuliers	158 890 546 951	930 830 276	-315 219 377	34	2 394 483 289	-1 493 506 129	62
Entreprises	111 286 357 392	1 309 196 664	-447 379 020	34	3 853 683 110	-2 633 757 873	68
Autres professionnels	13 025 260 802	212 652 801	-74 922 890	35	831 950 564	-616 527 920	74
Collectivités publiques	12 690 283 595						
Administrations privées	2 063 893 392	1 522 130	-406 225	27	2 117 830	-1 032 065	49
Intérêts et divers	392 881 077	9 546 240	-9 546 240	100	6 933 027	-6 933 027	100
Total	298 349 223 209	2 463 748 111	-847 473 752	34	7 089 167 820	-4 751 757 014	67

3. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

a) Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

Libellé	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
- dont décote restant à amortir						
- dont surcote restant à amortir						
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan						
Obligations et autres titres à revenu fixe						
- Emis par des organismes publics				9 020 992 043	9 020 992 043	8 425 308 975
- Autres émetteurs						
- dont décote restant à amortir				-233 668 304	-233 668 304	-277 897 905
- dont surcote restant à amortir				316 712 853	316 712 853	361 918 097
Créances rattachées				20 579 741	20 579 741	60 084 268
Provisions						
Valeurs nettes au bilan				9 041 571 784	9 041 571 784	8 485 393 243
Actions et autres titres à revenu variable						
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan						
Total				9 041 571 784	9 041 571 784	8 485 393 243
Valeurs estimatives						

La banque a l'intention de conserver les titres d'investissement jusqu'à leur échéance. Dans le contexte de baisse des taux, la moins-value latente (qui serait générée en cas de vente avant échéance uniquement) est estimée à 450 millions de FCFP.

b) Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille : ventilation par émetteur

Libellé	Encours nets	Encours nets
	31/12/2024	31/12/2023
Administrations et banques centrales (1)	9 020 992 043	8 425 308 975
Etablissements de crédit		
Sociétés financières		
Collectivités locales		
Entreprises, Assurances et autres		
Divers et non ventilés	20 579 741	60 084 268
Valeurs nettes au bilan	9 041 571 784	8 485 393 243

(1) OAT

c) Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

Libellé	31/12/2024				31/12/2023
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Total
Titres cotés					
Titres non cotés (1)	9 020 992 043			9 020 992 043	8 425 308 975
Créances rattachées	20 579 741			20 579 741	60 084 268
Provisions					
Valeurs nettes au bilan	9 041 571 784			9 041 571 784	8 485 393 243

(1) OAT

d) Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - analyse par durée résiduelle

Libellé	DUREE RESIDUELLE							Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées			
Obligations et autres titres à revenu fixe			2 342 850 303	6 678 141 740	9 020 992 043	20 579 741		9 041 571 784	8 485 393 243
Effets publics et valeurs assimilées									
Total			2 342 850 303	6 678 141 740	9 020 992 043	20 579 741		9 041 571 784	8 485 393 243
Provisions									
Valeurs nettes au bilan			2 342 850 303	6 678 141 740	9 020 992 043	20 579 741		9 041 571 784	8 485 393 243

e) Actions et autres titres à revenu variable - analyse par durée résiduelle

Néant

4. Tableau des filiales et des participations

Informations financières Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis (1)	Montant des cautions avals et découvert non utilisé	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations											
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)											
OSB	181 440 000	748 448 104	75,66%	161 524 587	161 524 587		250 000 000	1 912 268 631	211 262 331		Données au 31 décembre 2024
SCI PUERO	122 000 000	15 075 204	99,99%	121 990 000	121 990 000			43 010 328	15 436 479		Données au 31 décembre 2023
OFINA	507 000 000	611 512 368	63,85%	616 500 000	616 500 000		3 329 803 883	775 678 284	149 929 857		Données au 31 décembre 2024
OCI	416 990 000	5 328 764	100,00%	416 990 000	416 990 000	3 365 000 000		27 040 000	(114 586 968)		Données au 31 décembre 2024

2. Participations (0 à 50 % du capital détenu par la société).										
I2F PF	5 000 000	532 758	18,50%	58 821 061	58 821 061			172 761 637	54 862 673	Données au 31 mars 2024
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.										
1. Filiales non reprises au paragraphe A.										
a. Filiales françaises (ensemble).										
b. Filiales étrangères (ensemble).										
2. Participations non reprises au paragraphe A.										
a. Dans des sociétés françaises (ensemble).										
SOFOTOM/ SOGEFOM	131 503 580	1 074 343 675	3,76%	4 763 636	4 763 636			316 825 776	2 983 294	Données au 31 décembre 2023
SOFIDEP	1 500 000 000	3 408 963 123	8,33%	24 996 000	24 996 000			2 688 486	436 829 218	Données au 31 décembre 2023
SAS SPPT	5 280 000		3,03%	160 000						Opération en défiscalisation locale
SF FOUR SEASON BORA	5 000 000		0,02%	1 000						Opération en défiscalisation locale
ARANUI 6	800 000		3,75%	30 000						Opération en défiscalisation locale
OP FINANCEMENT	100 000		1,00%	1 000						Opération en défiscalisation locale
SNH SPHP II MERIDIEN BORA	200 000		0,50%	1 000						Opération en défiscalisation locale
HWK2 SNP	400 000		2,50%	10 000						Opération en défiscalisation locale
TIARE INVEST 1 APATOA	200 000		0,10%	200						Opération en défiscalisation locale
FINANCIERE BLOODY MARY'S	10 000		1,00%	100						Opération en défiscalisation locale
TIARE INVEST 102 MANA ITO	200 000		0,10%	200						Opération en défiscalisation locale
AIR TAHITI INVESTISSEMENT	200 000		0,10%	200						Opération en défiscalisation locale
SEBM	10 204 000		0,10%	1 000						Opération en défiscalisation locale
SDGPL	300 000 000		0,10%	25 000						Opération en défiscalisation locale
ITATA'E financement	100 000		0,10%	100						Opération en défiscalisation locale
TUHAA PAE FI	200 000		0,25%	500						Opération en défiscalisation locale
TAHITI NUI FINANCEMENT CPS VIENOT	100 000		1,00%	1 000						Opération en défiscalisation locale
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble).										
SWIFT	84 624 940 334	1 207 279 236	0,02%	372 315	372 315			121 049 403 341	6 600 596 659	Données au 31 décembre 2023
en F CFP				1 406 188 899	1 405 957 599					

(1) Il s'agit des prêts et avances consentis aux filiales par la Banque à la clôture de l'exercice.

En novembre 2024, l'EURL RARE détenue à 100% par la banque SOCREDO a procédé à la transmission universelle de son patrimoine à la banque SOCREDO, avec les impacts suivants dans les comptes clos au 31 décembre 2024 :

- La sortie de l'actif des titres de l'EURL RARE à hauteur de 46 millions de F CFP,
- L'avance en compte courant d'associé a été remboursé à hauteur de 280 millions de F CFP, et n'apparaît donc plus à l'actif de la banque SOCREDO au 31 décembre 2024,
- L'opération de transmission universelle de patrimoine a généré un mali de fusion de 2,7 millions de F CFP, comptabilisé en résultat sur la ligne « Résultat net sur actifs immobilisés »
- En contrepartie, les constructions et agencements du site de Taravao ont été inscrits dans les immobilisations de la banque pour une valeur brute de 400 millions de F CFP et une valeur nette de 270 millions de F CFP.

Valeur estimative des titres de participation

Libellé	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative (1)	Valeur au bilan	Valeur estimative (1)
Parts dans les entreprises liées				
Titres cotés				
Titres non cotés	1 317 004 587	2 133 492 670	1 360 004 884	2 280 808 708
Avances en comptes courants d'associés	3 365 000 000		3 125 000 000	
Créances rattachées				
Provisions				
Sous-total Parts dans les entreprises liées	4 682 004 587	2 133 492 670	4 485 004 884	2 280 808 708
Titres de participation				

Titres cotés				
Titres non cotés	89 184 312	566 799 382	89 183 912	550 298 316
Avances en comptes courants d'associés	1 450 144 500		1 310 551 750	
Créances rattachées	1 296 557		148 876	
Provisions	-1 429 618 800		-1 297 730 900	
Sous-total Titres de participation	111 006 569	566 799 382	102 153 638	550 298 316
Autres titres détenus à long terme				
Certificat d'association	47 733	47 733	39 446 038	39 446 038
Certificat d'associé	272 699 232	272 699 232	227 558 979	227 558 979
Sous-total Autres titres détenus à long terme	272 746 965	272 746 965	267 005 017	267 005 017
Total (2)	5 065 758 121	2 973 039 017	4 854 163 539	3 098 112 041

- (1) La valeur estimative est calculée en s'appuyant sur la situation nette des participations détenues ainsi que sur la valeur d'utilité retenue pour nos participations.
- (2) Ces valeurs estimatives correspondent à :
- Des plus-values latentes (situation financière ou patrimoniale),
 - Des moins-values latentes (situation financière) provisionnées
 - Des provisions correspondant aux abandons de titres et créances consentis en échange du crédit d'impôt obtenu sur les opérations de défiscalisation locales pour 1,430 milliard de F CFP.

Dans le poste « Titres de participation – Avances en comptes courants d'associés », sont incluses les avances en comptes courants versées dans le cadre des incitations fiscales à l'investissement à hauteur de 1,430 milliard de F CFP. Une provision pour dépréciation, correspondant au montant de l'abandon de créance (prédéfini par convention), est inscrite pour le même montant.

Dans les « Autres titres détenus à long terme », figurent les certificats d'association et d'associés, constitués dans le cadre posé par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) et par le Fonds de Résolution National.

5. Variation de l'actif immobilisé

a) Immobilisations financières

Libellé	31/12/2024				
	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Parts dans les entreprises liées	4 485 004 884	522 999 703	-326 000 000		4 682 004 587
Valeurs brutes (1)	1 360 004 884	2 999 703	-46 000 000		1 317 004 587
Avances en comptes courants d'associés (2)	3 125 000 000	520 000 000	-280 000 000		3 365 000 000
Certificat d'association (5)+B170:G185					
Créances rattachées					
Titres de participation	102 153 638	8 852 931			111 006 569
Valeurs brutes	89 183 912	1 600	-1 200		89 184 312
Avances en comptes courants d'associés (3)	1 310 551 750	421 592 750	-282 000 000		1 450 144 500
Provisions (4)	-1 297 730 900	-413 889 100	282 001 200		-1 429 618 800
Créances rattachées	148 876	1 147 681			1 296 557
Autres titres détenus à long terme	267 005 017	45 140 253	-39 398 305		272 746 965
Certificat d'association (5)	39 446 038		-39 398 305		47 733
Certificat d'associé	227 558 979	45 140 253			272 699 232
Valeurs nettes au bilan	4 854 163 539	576 992 887	-365 398 305		5 065 758 121

- (1) Sortie des titres de l'EURL RARE à hauteur de 46 millions de F CFP et rachat par la Banque SOCREDO de 3 actions d'OSB pour 3 millions de F CFP.
- (2) La Banque SOCREDO a octroyé à la filiale OCI un compte courant à hauteur de 520 millions de F CFP. Tandis que le compte courant d'associé de l'EURL RARE été remboursé à hauteur de 280 millions de FCFP dans le cadre de la Transmission universelle de patrimoine.
- (3) La variation de l'année 2024 correspond principalement aux avances en comptes courants d'associés souscrites dans le cadre des projets de défiscalisation locale à hauteur de 414 millions de F CFP et aux constatations en pertes des abandons à hauteur de 282 millions de F CFP.
- (4) Les souscriptions de l'année 2024 ont été réalisées à hauteur du montant qui sera abandonné à la fin du projet, et sont provisionnées à ce titre à 100% comme indiqué dans les conventions.
- (5) En décembre 2024, le certificat d'association constitué auprès du Fonds de Garantie des dépôts et de Résolution a été remboursé à hauteur de 39 millions de F CFP.

b) Immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	31/12/2024				
	Valeur en début d'exercice	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations corporelles (1)	3 069 794 370	286 175 887	-90 923 405	-1 124 472	3 263 922 380
Valeurs brutes (2)	13 384 475 647	762 067 907	-1 820 023 143	-1 124 472	12 325 395 939
Amortissements et provisions	-10 314 681 277	-475 892 020	1 729 099 738		-9 061 473 559
Immobilisations incorporelles (3)	1 740 527 915	-105 059 155	-203 794 913	1 124 472	1 432 798 319

Valeurs brutes (4)	4 618 114 204	210 720 119	-1 922 621 478	1 124 472	2 907 337 317
Amortissements et provisions	-2 877 586 289	-315 779 274	1 718 826 565		-1 474 538 998
Crédit-bail					
Valeurs brutes					
Amortissements et provisions					
Valeurs nettes au bilan	4 810 322 285	181 116 732	-294 718 318		4 696 720 699

- (1) Y compris les immobilisations en cours et les terrains d'exploitation à hauteur de 719 millions de F CFP
- (2) En 2024, les investissements se sont poursuivis, réorientés ou dédiés au développement durable (équipement de panneaux photovoltaïques des agences, véhicules électriques) au service de la modernisation du réseau des agences et de création d'espaces coworking, et la mise à disposition d'automates (bornes de dépôts et guichets automatiques bancaires) de la cadre de l'amélioration de la gestion des espèces.
- (3) Y compris baux et pas de porte 82 millions de F CFP.
- (4) Les travaux de montée de version du progiciel bancaire SAB AT6 ont été mis en production en 2024.

2024 porte deux événements marquants au titre des immobilisations :

- En juillet 2024, le centre d'appel géré au sein de la société OCA (filiale de OSB), a été internalisé et la plateforme téléphonique au service de la relation clientèle a été mis en place et inscrite à l'actif.
- Au 1er juillet 2024, la banque a refondu les modalités de gestion des immobilisations afin de tenir compte notamment du rythme des évolutions technologiques :
 - A compter de cette date, une dépense ne peut être un actif que si, en plus de présenter les caractéristiques d'un actif, elle présente une valeur supérieure à 70 000 F HT.
 - Des tests de réalité à dire d'expert ont été réalisés sur la base des inventaires permanents et les immobilisations corporelles et incorporelles qualifiées obsolètes ou inexistantes, ont été mises au rebut.
 - L'actif immobilisé brut de la banque a ainsi diminué de 3,1 milliards de F CFP,
 - Et à ce titre, l'inscription de la perte sur éléments d'actifs en résultat s'élève à -291 millions de F CFP.

6. Autres actifs et comptes de régularisation

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs (1)	415 356 171	411 812 106
Débiteurs divers	415 356 171	411 812 106
Comptes de stocks et emplois divers		
Actifs douteux		
Actifs douteux	46 669 235	33 886 562
Provisions actifs douteux	-46 669 235	-33 886 562
Comptes de régularisation	1 082 714 738	1 112 132 403
Comptes d'encaissement (1)	144 012 710	172 631 608
Comptes d'ajustement et d'écart	705 985	1 065 129
Charges constatées d'avance (2)	313 082 969	264 482 541
Produits à recevoir	284 355 113	522 238 399
Comptes de régularisation divers	340 557 961	151 714 726
Valeurs au bilan	1 498 070 909	1 523 944 509

- (1) Les montants incluent les créances rattachées.
- (2) En 2024, la banque a inscrit en charges constatées d'avance pour 202 millions de F CFP au titre des abandons de créance liés à la défiscalisation, contre 137 millions de F CFP en 2023.

7. Provisions inscrites en déduction de l'actif

Libellé	31/12/2024				
	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Sur interbancaire					
Sur créances clientèle	-5 599 230 766	-1 744 444 121	1 773 775 747		-5 569 899 140
Sur créances clientèles opérations crédit-bail					
Sur portefeuille titres (placement et investissement)					
Sur participations (1)	-1 297 730 900	-413 889 100	282 001 200		-1 429 618 800
Sur immobilisations incorporelles et corporelles (2)	-21 599 906		21 599 906		
Autres	-33 886 562	-19 417 563	6 634 890		-46 669 235
Total des provisions - Actif	-6 952 448 134	-2 177 750 784	2 084 011 743		-7 046 187 175

- (1) Principalement liées aux opérations de défiscalisation.
- (2) En 2024, la provision pour dépréciation sur immobilisations au titre d'amortissements non constatés liés à l'exploitation de progiciels informatiques (montée de version SAB AT), a été reprise en totalité pour 22 millions de F CFP.

8. Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

Libellé	DUREE RESIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois< 1 an	>= 1 an< 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total31/12/2024	Total31/12/2023
Comptes et emprunts :								
à vue	1 629 997 631				1 629 997 631	63 266	1 630 060 897	846 779 351
à terme	602 291 316	4 179 516 125	17 038 122 967	8 252 983 293	30 072 913 701	184 701 942	30 257 615 643	30 717 271 037
Valeurs données en pension	9 011 736 663	5 823 203 697	19 321 126 817		34 156 067 177	1 096 868 457	35 252 935 634	30 853 401 427
Total	11 244 025 610	10 002 719 822	36 359 249 784	8 252 983 293	65 858 978 509	1 281 633 665	67 140 612 174	62 417 451 815
Valeurs au bilan							67 140 612 174	62 417 451 815

En 2024, la Banque SOCREDO a continué de répondre aux appels d’offres lancés par l’IEOM et a souscrit ou renouvelé ses lignes de refinancement LR pour un total net de 14 milliards de F CFP. La souscription de la dette s’appuie sur le mécanisme de la cession de créances.

En 2024, la banque a procédé au tirage d’un emprunt interbancaire long terme avec l’AFD de 3 milliards de F CFP, et remboursé la ligne d’emprunt court terme de l’AFD de 1 milliard de F CFP.

9. Comptes créditeurs de la clientèle

a) Analyse par durée résiduelle

Libellé	DUREE RESIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois< 1 an	>= 1 an< 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total31/12/2024	Total31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	154 691 817 067				154 691 817 067	1 971 267	154 693 788 334	160 520 363 823
Comptes d’épargne à régime spécial								
à vue	53 608 552 218				53 608 552 218	93 487 165	53 702 039 383	55 709 098 808
à terme	5 974 262 091	587 432 532	1 789 760 886	294 797 733	8 646 253 242	194 837 868	8 841 091 110	9 211 376 232
Autres dettes envers la clientèle								
à vue	318 392 048				318 392 048		318 392 048	223 592 839
à terme	22 202 076 352	28 624 182 381	25 026 733 380	6 735 172 287	82 588 164 400	862 090 039	83 450 254 439	69 413 462 620
Total	236 795 099 776	29 211 614 913	26 816 494 266	7 029 970 020	299 853 178 975	1 152 386 339	301 005 565 314	295 077 894 322
Valeurs au bilan							301 005 565 314	295 077 894 322

Le fonds destiné à couvrir les nouveaux prêts participatifs au développement octroyés à la clientèle par la Banque SOCREDO (conformément à la convention n°45-97 signée le 30 mai 1997 avec le haut-commissariat de la République en Polynésie française), est inscrit dans le poste « Comptes ordinaires créditeurs ».

Au 31 décembre 2024, ce fonds s’élève à 1,195 milliard de F CFP.

b) Analyse par agent économique

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	163 665 009 286	157 984 436 014
Entreprises	91 289 445 316	92 392 226 821
Autres professionnels	18 976 745 401	18 104 396 776
Collectivités publiques	16 402 885 140	17 077 933 907
Administrations privées	9 519 093 832	8 567 795 932
Intérêts et divers	1 152 386 339	951 104 872
Valeurs nettes au bilan	301 005 565 314	295 077 894 322

c) Opérations d’épargne client

	< 4 ans	> 4 ans < 10 ans	>10 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Libellé							
Comptes d’épargne à régime spécial :							
Livret ordinaire	53 608 552 218			53 608 552 218	93 487 165	53 702 039 383	55 709 098 808
Compte d’épargne logement		112 136 967		112 136 967	2 054 608	114 191 575	99 434 133
Plan d’épargne logement	8 197 905 788	336 210 487		8 534 116 275	192 783 260	8 726 899 535	9 111 942 099
Total	61 806 458 006	448 347 454		62 254 805 460	288 325 033	62 543 130 493	64 920 475 040

10. Dettes représentées par un titre

Néant

11. Autres passifs et comptes de régularisation

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)	1 052 072 608	1 290 923 163
Dettes représentatives de titres empruntés		
Comptes de règlement		
Créditeurs divers (2)	1 052 072 608	1 290 923 163
Autres		
Comptes de régularisation	2 894 981 570	4 336 373 380
Comptes d'encaissement (3)	17 847 781	52 711 036
Comptes d'ajustement et d'écart		
Produits constatés d'avance	240 245 244	399 522 830
Charges à payer (4)	1 599 064 215	1 639 905 190
Autres comptes de régularisation (5)	1 037 824 330	2 244 234 324
Valeurs au bilan	3 947 054 178	5 627 296 543

- (1) Les montants sont indiqués en net et incluent les dettes rattachées.
(2) Dont 377 millions de F CFP d’impôts sur les bénéfices à payer en 2025.
(3) Effets à encaisser, débouclés en janvier 2025.
(4) Dont 927 millions de F CFP de provisions salariales (congrés payés, gratifications et allocations).
(5) Dont 824 millions de F CFP de virements compensés en janvier 2025.

12. Provisions pour risques et charges

Libellé	31/12/2024				
	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature (clientèle)	-96 721 550	-80 988 188	19 706 570		-158 003 168
Provision sur la réserve latente de crédit-bail					
Provisions pour litiges (1)	-106 386 399	-2 132 237	37 585 500		-70 933 136
Autres provisions pour risques et charges (2)	-26 984 849	-32 736 855	26 984 849		-32 736 855
Provision pour engagements PEL CEL (3)	-66 747 851	-16 902 030	59 415 752		-24 234 129
Provision pour risques de crédit (4)	-151 564 918	-109 052 572	150 197 613		-110 419 877
Valeurs au bilan	-448 405 567	-241 811 882	293 890 284		-396 327 165

- (1) Ces provisions couvrent les risques sur les dossiers portés devant les instances judiciaires dans le cadre d’actions en responsabilité intentées contre la Banque SOCREDO.
(2) Ces provisions couvrent le risque opérationnel de la Banque SOCREDO.
(3) Ces provisions couvrent les engagements liés aux comptes et plans d’épargne logement existants à la date de calcul de la provision.
(4) Ces provisions couvrent les risques de crédit appréhendés en sus des dépréciations des créances sur la clientèle à l’actif.

a) Provisions épargne-logement

Au 31 décembre 2024, la provision pour engagement liée aux plans d’épargne logement a été déterminée en tenant compte des éléments suivants :

- Encours des dépôts collectés au titre des PEL : 8,534 milliards de F CFP
- Encours des crédits octroyés au titre des PEL : néant
- Provision sur engagement lié aux plans d’épargne logement : 24 millions de F CFP en 2024 contre 67 millions de F CFP en 2023
- Dotation de l’exercice : 17 millions de F CFP
- Reprise sur l’exercice : 59 millions de F CFP

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations en produit net bancaire.

Les CEL, dont l’encours de 1 12 millions de F CFP reste peu significatif au 31 décembre 2024, ne sont pas concernés par l’évaluation et le provisionnement. Il n’y a pas d’encours de crédits octroyés au titre des CEL au 31 décembre 2024.

b) Provisions risque de crédit

Provision sur encours sains

La provision complémentaire sur encours sains pour les clients « retail » présentant au moins un incident supérieur à 45 jours, actualisée en décembre 2024, s’établit à 105 millions de F CFP contre 147 millions de F CFP en 2023.

Les encours clients sains concernent la clientèle des particuliers, des professionnels, du recouvrement amiable et des entreprises.

Les taux de provision diffèrent selon le type de clientèle et de crédit, et selon l’origine du déclassement BAFI ou contentieux.

La provision est inscrite au passif du bilan dans la partie des provisions et dettes subordonnées et les variations en coût du risque de crédit.

Les encours sains concernés ne sont pas déclassés.

Fiscalement, la dotation à cette provision n’est pas déductible et sa reprise non imposable.

13. Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

Au 31 décembre 2024, le FRBG s’élève à 2 100 millions de F CFP.

14. Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							Total des capitaux propres
	Capital	Prime de fusion	Réserve légale	Réserve facultative	Primes et réserves Report à nouveau	Provisions réglementées et subventions d'investissement (1)	Résultat	
Solde au 31 décembre 2022	22 000 000 000	242 647 500	1 863 596 093	14 444 187 819		295 000 000	1 500 659 955	40 346 091 367
Dividendes							-300 080 000	-300 080 000
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat 2022			75 032 998	1 125 546 957			-1 200 579 955	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice 2023							1 724 743 412	1 724 743 412
Autres variations (1)						70 000 000		70 000 000
Solde au 31 décembre 2023	22 000 000 000	242 647 500	1 938 629 091	15 569 734 776		365 000 000	1 724 743 412	41 840 754 779
Dividendes							-344 960 000	-344 960 000
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat 2023			86 237 171	1 293 546 241			-1 379 783 412	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice 2024							1 619 178 260	1 619 178 260
Autres variations (1)						80 000 000		80 000 000
Solde au 31 décembre 2024	22 000 000 000	242 647 500	2 024 866 262	16 863 281 017		445 000 000	1 619 178 260	43 194 973 039

(1) La Banque SOCREDO a constitué au titre des prêts à moyen ou long terme une provision (en franchise d’impôt) à caractère de réserve, destinée à faire face aux risques particuliers afférents à ces prêts. La dotation annuelle à la provision ne peut excéder 5% du bénéfice comptable de l’exercice, et 0,50% du montant des crédits à moyen et long terme effectivement utilisés.

La provision est inscrite au passif du bilan dans la partie des capitaux propres et les variations en bas du compte de résultat « dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées »

Cette provision est déductible fiscalement. Elle est dotée à hauteur de 80 millions de F CFP au 31 décembre 2024 pour un total de 445 millions de F CFP.

15. Composition des fonds propres

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres	43 194 973 039	41 840 754 779
Fonds pour risques bancaires généraux	2 100 000 000	2 100 000 000
Total des fonds propres	45 294 973 039	43 940 754 779

16. Contribution par devises au bilan

	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Franc Pacifique	383 037 949 563	370 097 809 162	366 621 614 877	355 297 507 077
Euro	21 883 742 539	35 374 854 870	27 977 411 204	39 474 340 502
Autres devises de l'Union européenne	964 465		747 489	
Dollar US	5 193 926 661	4 864 471 895	5 777 951 832	5 778 486 116
Dollar néo-zélandais	6 560 588 809	6 474 992 274	6 037 721 614	5 970 998 216
Dollar australien	390 768 040	383 378 549	422 303 938	396 533 223
Franc suisse	11 546 518		9 964 867	
Yen	692 172 165	601 922 445	606 044 318	570 049 474
Autres	57 481 890	31 711 455	75 685 746	41 531 277
Total	417 829 140 650	417 829 140 650	407 529 445 885	407 529 445 885

VII. – Notes relatives au hors bilan au 31 décembre 2024**1. Engagements sur hors bilan**

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	65 536 094 989	70 837 814 050
Engagements de financement		
Etablissements de crédit		
Engagements en faveur des établissements de crédit	2 793 850 270	2 198 013 596
Total établissements de crédit Clientèle	2 793 850 270	2 198 013 596
Autres ouvertures de crédit confirmé		
Ouvertures de crédit permanent non utilisé	43 910 589 278	48 537 238 186
Crédit documentaire	1 434 708 108	1 281 072 939
Acceptation à payer	118 529 519	128 131 011
Total clientèle	45 463 826 905	49 946 442 136
Engagements de garantie		
Etablissements de crédit		
Caution, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	5 805 745 358	2 668 821 790
Autres valeurs affectées en garantie		
Total établissements de crédit Clientèle	5 805 745 358	2 668 821 790
Garanties de remboursement de crédits distribués par SODEP		
Obligations cautionnées		
Cautions administratives et fiscales (1)	11 272 639 346	15 851 964 428
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements douteux	200 033 110	172 572 100
Total clientèle	11 472 672 456	16 024 536 528
Engagements reçus	44 734 597 033	44 259 794 391
Engagements de financement		
Etablissements de crédit		
Engagements reçus des établissements de crédit (2)	5 011 933 174	6 995 226 730
Total établissements de crédit	5 011 933 174	6 995 226 730
Etablissements de crédit		
Cautions, avals et garanties reçus des établissements de crédit (3)	39 722 663 859	37 264 567 661
Total établissements de crédit	39 722 663 859	37 264 567 661

(1) Dont 4,283 milliards de F CFP de garanties bancaires d'achèvement octroyées à des promoteurs immobiliers en 2024 (amortissement de 4,143 milliards de F CFP en 2024), 6,329 milliards de F CFP de cautions bancaires et 661 millions de garanties financières.

(2) Au 31 décembre 2024, ces engagements correspondent à des lignes de refinancement court terme.

(3) Ces engagements concernent les engagements de garantie reçus de Crédit Logement (30,617 milliards) et de la SOGEFOM (4,834 milliards). Ils concernent également les garanties autonomes à première demande consentie par l'AFD et la BCI au profit de la Banque SOCREDO.

Engagement sur instruments financiers à terme

Aucun engagement sur instruments financiers à terme n’a été conclu en 2024.

Opérations de change en devises non dénouées

	31/12/2024		31/12/2023	
	à recevoir	à livrer	à recevoir	à livrer
Opérations de change au comptant	392 849 354	393 943 213	135 082 990	134 953 893
Devises	184 261 489	209 880 580	124 262 990	10 794 400
Euros	208 587 865	181 202 263		124 159 493
Francs CP		2 860 370	10 820 000	
Opérations de prêts ou d'emprunts en devises				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	978 741 829	976 677 770	1 193 203 648	1 191 987 332
Devises	459 193 025	496 901 293	583 326 648	583 326 648
Euros		479 776 477		608 660 684
Francs CP	519 548 804		609 877 000	
Total	1 371 591 183	1 370 620 983	1 328 286 638	1 326 941 225

2. Engagements en matière de retraite qui ne figurent pas au hors bilan

Les obligations de la Banque SOCREDO, régies par l’article 62 de la convention collective des banques et accordant à l’ensemble du personnel des indemnités contractuelles qui seront à verser lors du départ en retraite à 60 ans, font l’objet d’un contrat d’assurance spécifique auprès d’AXA France Vie.

Les agents atteignant l’âge de 60 ans et partant à la retraite bénéficient d’une indemnité de fin de carrière calculée comme suit, en fonction de l’ancienneté acquise dans l’établissement :

- A partir de 15 ans d’ancienneté : 1 mois de salaire
- A partir de 25 ans d’ancienneté : 2 mois de salaire
- A partir de 35 ans d’ancienneté : 3 mois de salaire

L’engagement de la Banque SOCREDO au titre de ces indemnités de fin de carrière est estimé à 155,1 millions de F CFP. Le fonds « Actif Général Retraite », constitué auprès d’AXA France Vie, est évalué à 451,2 millions de F CFP au 31 décembre 2024. Il couvre donc l’engagement de la Banque SOCREDO en matière de départ à la retraite à 60 ans.

Les hypothèses retenues au 31 décembre 2024 ont été choisies en fonction de l’expérience réelle de la Banque SOCREDO et des conditions économiques en vigueur à la date d’évaluation. Elles respectent les principes de la norme IAS 19 qui stipulent d’utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques, économiques et financières.

Les hypothèses économiques tel le taux d’inflation sont basées sur les perspectives à long terme. Le taux d’actualisation reflète le taux de rendement attendu à la date de clôture de l’exercice des obligations zone Euro de bonne qualité (AA) et de maturité égale à l’engagement évalué.

A titre indicatif sur les hypothèses actuarielles retenues pour l’exercice 2024 :

- Taux d’actualisation : 3%
- Table de mortalité : INSEE 20-22
- Table de turnover : actualisée avec les départs observés entre 2021 et 2023

A titre d’information, un usage au sein de la Banque SOCREDO, potentiellement révoquant, permet un départ anticipé pour bénéficier par anticipation d’une pension de retraite au prorata temporis à condition qu’il ait atteint l’âge de 55 ans et cotisé au moins 30 ans au régime des salariés. Compte tenu de cet usage, le fond constitué auprès d’AXA n’est que faiblement utilisé.

Les indemnités de départs (anticipés ou non) versées au cours de l’année 2024 s’élèvent à 48 millions de F CFP en coût complet.

3. Engagements ne figurant pas au hors bilan

Au 31 décembre 2024, le montant des créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement IEOMs s’élève à 118,5 milliards de F CFP.

Dans le cadre d’opérations consortiales, la banque gère des dossiers en sous participation en trésorerie et en risque. Au 31 décembre 2024, le capital restant dû au titre des opérations réalisées dans ce cadre s’élève à 814 millions de F CFP, et la part non débloquée des crédits correspondant s’élève à 500 millions de F CFP.

4. Garanties des prêts garantis par l’État (PGE)

Dans le cadre du dispositif exceptionnel de garantie permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, mis en place en 2020 pour soulager la trésorerie des entreprises impactées par la crise COVID-19, la Banque SOCREDO a octroyé 18,4 milliards de F CFP de crédits PGE, dont 18,4 milliards de F CFP d’encours débloqués et un encours restant dû de 5,2 milliards de F CFP au 31 décembre 2024. Les entreprises ayant souscrit un PGE bénéficient d’une garantie de l’Etat à hauteur de 90% de l’encours de crédit.

VIII. – Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2024

1. Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'intérêts :	13 441 308 908	11 727 079 578
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 976 212 912	2 279 421 128
Sur opérations avec la clientèle	10 076 997 432	8 944 176 376
Sur obligations et autres titres à revenu fixe (1)	151 711 955	191 216 481
Autres intérêts et produits assimilés	236 386 609	312 265 593
Sur swaps de taux		
Charges d'intérêts :	-5 756 051 160	-3 125 343 784
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 156 654 630	-1 180 403 886
Sur opérations avec la clientèle	-3 453 047 295	-1 735 282 640
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-54 632 458	-84 357 316
Autres intérêts et charges assimilés	-91 716 777	-125 299 942
Sur swaps de taux		
Total des produits nets d'intérêts et assimilés	7 685 257 748	8 601 735 794

En 2024, le contexte de taux a impacté défavorablement les produits nets d'intérêts, conséquence du surenchérissement du coût de la collecte et du refinancement, et ce malgré la dynamique commerciale amorcée en 2023

Détail des autres intérêts et charges et produits assimilés :

	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Indemnités de remboursement anticipé	56 368 625		56 368 625	64 707 227		64 707 227
Pénalités sur retraits anticipés	17 858 222		17 858 222	29 191 903		29 191 903
Opérations de hors bilan (engagements)	162 159 762	-91 716 777	70 442 985	218 366 463	-125 299 942	93 066 521
Total	236 386 609	-91 716 777	144 669 832	312 265 593	-125 299 942	186 965 651

2. Revenus des titres à revenu variable

Titres à revenu variable	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation	216 719 900	212 837 111
Titres de placement		
Opérations diverses sur titres		
Revenus des titres à revenu variable	216 719 900	212 837 111

3. Produits nets des commissions

Type de commissions	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-43 235 339	-43 235 339		-27 944 400	-27 944 400
Sur opérations avec la clientèle	1 062 353 109		1 062 353 109	1 016 482 165		1 016 482 165
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	10 201 691		10 201 691	9 564 432		9 564 432
Sur opérations de hors bilan						
Sur prestations de services financiers	3 868 519 493	-1 944 358 509	1 924 160 984	3 494 218 757	-2 330 021 209	1 164 197 548
Total des commissions	4 941 074 293	-1 987 593 848	2 953 480 445	4 520 265 354	-2 357 965 609	2 162 299 745

Détail du poste Prestations de services financiers

	31/12/2024	31/12/2023
Produits nets de gestion de titres pour le compte de la clientèle		238 467
Produits nets sur moyens de paiement	1 188 686 419	843 601 417
Autres produits nets de services financiers	735 474 565	320 357 664
Total des prestations de services financiers	1 924 160 984	1 164 197 548

Pour mémoire en 2023, l'intégralité de la prime de garantie de l'Etat, jusque-là acquittée par tous les clients ayant un PGE en cours d'amortissement, a été prise en charge par la banque à hauteur de 237 millions de FCFP.

4. Solde des opérations sur portefeuille de négociation

	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations sur instruments financiers		
Solde des opérations de change	381 674 452	362 184 790
Solde des opérations sur portefeuille de négociation	381 674 452	362 184 790

5. Solde des opérations sur titres de placement

Néant.

6. Opérations sur titres d'investissement

Néant.

7. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail						
Produits accessoires	28 527 829		28 527 829	27 968 555		27 968 555
Subventions						
Transfert de charges						
Divers	41 506 083	-50 230 928	-8 724 845	40 773 990	-70 272 751	-29 498 761
Total	70 033 912	-50 230 928	19 802 984	68 742 545	-70 272 751	-1 530 206

8. Charges générales d'exploitation bancaire**a) Frais de personnel**

	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	-3 203 974 708	-2 997 911 652
Charges sociales	-1 483 984 005	-1 398 040 154
dont charges de retraite	-932 280 901	-906 472 784
Intéressement	-179 908 696	-191 638 157
Participation		
Impôts et taxes sur rémunérations	-19 001 612	-16 582 518
Total des frais de personnel	-4 886 869 021	-4 604 172 481

(1) Dont la production immobilisée au titre des projets en 2024 à hauteur de 41 Millions de FCFP.

En juillet 2024, le centre d'appel géré au sein de la société OCA (filiale de OSB), a été internalisé et la plateforme téléphonique au service de la relation clientèle a été mis en place. A ce titre, 9 personnes ont rejoint la banque SOCREDO.

Effectif par catégorie

	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	129	121
Gradés	291	279
Employés	96	90
Effectif total moyen équivalent temps plein	516	490

Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité.

Le montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'exercice 2024 s'élève à 68 468 746 F CFP contre 59 363 657 F CFP en 2023.

Le montant des avances et crédits alloués aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'exercice 2024 s'élève à 179 928 964 F CFP contre 207 577 759 F CFP en 2023.

b) Autres frais administratifs

	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes (1)	-528 534 894	-536 897 621
Services extérieurs	-1 751 207 611	-1 446 366 434
Total des frais administratifs	-2 279 742 505	-1 983 264 055

(1) Dont 338 millions de F CFP au titre de la taxe PNB en 2024 contre 340 millions de F CFP en 2023.

9. Coût du risque

	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions	-1 935 679 125	-2 112 018 057
Provisions sur créances douteuses	-1 881 392 470	-2 045 136 310
Autres provisions	-54 286 655	-66 881 747
Reprises de provisions	1 945 886 883	2 498 755 536
Provisions sur créances douteuses (1)	1 874 681 644	2 448 598 652
Autres provisions	71 205 239	50 156 884
Solde en net des provisions	10 207 758	386 737 479
dont solde en net des provisions sur créances douteuses	-6 710 826	403 462 342
dont solde en net des autres provisions	16 918 584	-16 724 863
Pertes sur créances	-524 698 426	-1 085 796 011
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	-149 796 804	-184 882 738
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	-357 405 870	-887 833 608
Pertes sur autres créances	-17 495 752	-13 079 665
Récupérations sur créances	111 858 060	88 387 415
Récupérations sur créances amorties	88 722 272	87 343 446
Récupérations sur autres créances	23 135 788	1 043 969
Solde en net des pertes et récupérations sur créances	-412 840 366	-997 408 596
dont solde en net sur créances douteuses	-418 480 402	-985 372 900
dont solde en net sur autres créances	5 640 036	-12 035 696
Coût du risque	-402 632 608	-610 671 117
dont coût du risque de crédit	-425 191 228	-581 910 558
dont coût du risque opérationnel	22 558 620	-28 760 559

10. Résultat net sur actifs immobilisé

	31/12/2024	31/12/2023
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Dotations aux provisions		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation		
Reprises de provisions		32 155 584
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation (1)		32 155 584
Dotations ou reprises nettes aux provisions		32 155 584
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation		32 155 584
Plus-values de cession réalisées		576
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation		576
Moins-values de cession réalisées	-2 674 007	-32 156 160
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation (2)	-2 674 007	-32 156 160
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	-2 674 007	-32 155 584
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation	-2 674 007	-32 155 584
Solde en perte ou en bénéfice	-2 674 007	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		
Plus-values de cession	7 194 750	7 469 808
Moins-values de cession (3)	-316 349 523	-426 854
Solde en perte ou en bénéfice	-309 154 773	7 042 954
Résultat net sur immobilisations	-311 828 780	7 042 954

(1) En 2023, reprise de la provision sur titres SAGEP pour 32 millions de F CFP.

(2) En 2024, le mali de fusion lié à la transmission universelle de patrimoine de la filiale RARE s'élève de 2,7 millions de F CFP.

(3) En 2024, il s'agit principalement des moins-values liées à la sortie de l'actif des immobilisations qualifiées d'obsolescentes ou d'inexistantes dans le cadre de la procédure d'inventaire et du mali de fusion lié à l'opération de transmission universelle de patrimoine de l'EURL RARE, à hauteur de 2,7 millions de F CFP.

11. Charges et produits exceptionnels

	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions sur opérations de défiscalisation	-413 889 100	-615 657 528
Reprises de provisions sur opérations de défiscalisation	282 001 200	346 383 578
Abandons de créances	-282 000 000	-346 381 328
Annulation produits constatés d'avance sur les opérations de défiscalisation	386 846 345	319 890 575
Produits constatés d'avance sur les opérations de défiscalisation	-231 971 070	-386 846 345
Annulation charges constatées d'avance sur les opérations de défiscalisation	-136 960 966	-1 078 275
Charges constatées d'avance sur les opérations de défiscalisation	201 724 291	136 960 966
Autres charges exceptionnelles		
Autres produits exceptionnels		
Résultat exceptionnel	-194 249 300	-546 728 357

Les résultats des opérations de défiscalisation sont classés dans le poste « résultat exceptionnel » qui s'élève à 194 millions de F CFP et se décompose ainsi :

- Dotations aux provisions pour abandons de créances sur des projets engagés en 2024 à hauteur de 414 millions de F CFP ;
- Reprises de provisions liées aux abandons de créances à hauteur de 282 millions de F CFP ;
- Constatation en charges, des abandons de créances à hauteur de 282 millions de F CFP à la suite de l'obtention des certificats de conformité sur les projets ;
- Constatation en produits, du gain fiscal attaché aux projets devenus non risqués au 31 décembre 2023 pour 387 millions de F CFP, correspondant au profit net de l'opération ;
- Constatation en charges, des produits constatés d'avance correspondant au profit net de l'opération pour les projets considérés comme risqués sur lesquels un crédit d'impôt a été imputé, à hauteur de 232 millions de F CFP ;
- Neutralisation des dotations aux provisions pour abandon sur les projets pour lesquels l'utilisation du crédit d'impôt est différée sur l'exercice suivant à hauteur de 202 millions de F CFP.

12. Impôt sur les bénéfices

	31/12/2024	31/12/2023
Bénéfice avant impôt	2 642 422 056	3 087 900 591
Réintégrations et déductions	21 686 762	571 442 093
Bénéfice imposable	2 664 108 818	3 659 342 684
Impôt sur les sociétés à payer	-932 437 800	-1 285 502 572
Contribution exceptionnelle	-377 116 200	-526 401 300
Crédit d'impôt imputé sur l'exercice (1)	466 218 900	640 384 850
Total de l'impôt sur les bénéfices	843 335 100	-1 171 519 022

(1) 466 millions de F CFP de crédits d'impôts obtenus dans le cadre de la défiscalisation locale imputés sur 2024.

Le taux d'imposition sur les sociétés 2024 est de 35%, complété de la CSIS dont la dernière tranche atteint 15% du résultat fiscal. Le montant de l'impôt au 31 décembre 2024 s'élève à 843 millions de F CFP.

13. Dotations et Reprises de FRBG et provisions réglementées

Libellé	31/12/2024			31/12/2023		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Provisions réglementées	80 000 000		80 000 000	70 000 000		70 000 000
Fonds pour Risque Bancaires Généraux						
Total des provisions réglementées	80 000 000		80 000 000	70 000 000		70 000 000

IX. – Autres informations**1. Comptes Consolidés**

Les comptes de la Banque SOCREDO sont consolidés par mise en équivalence dans le périmètre de consolidation de l'Agence Française de Développement (AFD) actionnaire à 35%.

La Banque SOCREDO établit des comptes consolidés depuis l'exercice 2006 conformément au règlement 99-07 du comité de la réglementation comptable relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du comité de la réglementation bancaire et financière.

2. Relations avec les entités du Groupe**Opérations avec l'Agence Française de Développement (AFD)**

En millions de F CFP	31/12/2024	31/12/2023
Créances	39	26
Comptes ordinaires chez l'AFD	39	26
Dettes	26 753	27 366
Comptes ordinaires de l'AFD	302	237
Emprunts à terme AFD	26 451	27 129
Dont Emprunts AFD	26 451	27 129
Dont Emprunts PROPARCO		
Dont Lignes de crédit court terme AFD		
Hors bilan	6 197	7 230
Engagements de refinancement reçus de l'AFD	3 580	5 563
Garantie à première demande reçue de l'AFD	2 618	1 667

Les dépenses d'assistance technique qui sont facturées à la Banque SOCREDO sont comptabilisées dans un poste « Honoraires ».

Opérations avec la BRED

En millions de F CFP	31/12/2024	31/12/2023
Créances	9 845	16 059
Comptes ordinaires chez BRED	440	685
Comptes ordinaires chez CASDEN	51	303
Prêts CASDEN	9 354	15 071
Dettes	253	675

Emprunts à terme CASDEN		284
Emprunts à terme BRED	253	391
Hors bilan	1 432	1 432
Engagements de refinancement reçu de la BRED	1 432	1 432

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la Banque SOCREDO sur simple demande.

X.- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
Exercice clos le 31 décembre 2024.

A l'Assemblée Générale de la BANQUE SOCREDO S.A.E.M.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la BANQUE SOCREDO S.A.E.M. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des normes d'exercice professionnelles relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciations individuelles et collectives

Risques identifiés	Notre approche d'audit
<p>L'établissement BANQUE SOCREDO est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédit supportant un risque de contrepartie ont été l'objet de dépréciations et provisions. Elles peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations statistiques pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.</p> <p>Les dépréciations individuelles sont évaluées par la direction de la banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Les provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres (tant bâlois que propres à votre Banque).</p> <p>Par ailleurs, la Banque dote une provision réglementée à caractère de réserve sur les prêts à moyen et long termes prévue par le code des impôts de Polynésie française.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.</p> <p>Dépréciations individuelles : Nos travaux ont notamment consisté à apprécier la qualité du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties.</p> <p>Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Dépréciations collectives : Nos travaux ont consisté en la vérification de la correcte application du dispositif de contrôle prévu par votre Banque portant sur les taux statistiques et la base utilisée pour le calcul de cette dépréciation. Nous avons par ailleurs analysé la cohérence de l'évolution sur l'exercice du montant des encours servant de base au calcul et justifié les hypothèses de</p>

<p>Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est resté stable sur l'exercice.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2024.</p>	<p>calcul retenues. Nous nous sommes également assurés du respect des critères de sélection des encours concernés en contrôlant le paramétrage et le résultat de la requête d'extraction utilisée par votre Banque.</p> <p>Provision collective des encours de crédits non douteux :</p> <p>Nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles, nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant la surveillance du risque de crédit des créances non douteuses et apprécier le contrôle des bases utilisées pour déterminer le provisionnement des encours de crédits non douteux.</p> <p>Provision réglementée à caractère de réserve :</p> <p>Nos travaux ont consisté en la vérification de la correcte application de la méthode de calcul prévue par le code des impôts.</p> <p>Fonds pour Risques Bancaires Généraux :</p> <p>Nos travaux ont consisté à valider la pertinence et la conformité avec la réglementation applicable des montants enregistrés en Fonds pour Risques Bancaires Généraux.</p>
---	---

<p>Au 31 Décembre 2024, les encours bruts de crédit auprès de la clientèle s'élèvent à 308 644 M F.CFP, dont 9 858 M F.CFP d'encours douteux provisionnés pour un montant global de 5 570 M F.CFP. Le coût du risque de crédit est de -425 M F.CFP.</p> <p>La provision Fonds pour Risque Bancaires Généraux s'élève à 2 100 M F.CFP au 31 décembre 2024, stable par rapport à 2023.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes V.2, V.7, VI.7, VI.12, VI.13 et VIII.9 de l'annexe aux comptes annuels.</p>
--

<p>Vérifications spécifiques</p> <p>Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en Polynésie Française.</p> <p>Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.</p> <p>Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 21 mars 2025 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.</p> <p>Autres informations</p> <p>En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.</p> <p>Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels</p> <p>Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.</p> <p>Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.</p> <p>Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.</p> <p>Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.</p> <p>Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels</p> <p>Objectif et démarche d'audit</p> <ul style="list-style-type: none">Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute
--

anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

- Notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.
- Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

PAPEETE, le 25 avril 2025

Pour la SARL KPMG

Membre de KPMG International

Jean-Louis PELLOUX
Associé

PAPEETE, le 25 avril 2025

Pour la SCP CHANGUES-MENARD-ALBERT-BOYER

Membre de BDO International Ltd

Mathieu BOYER
Associé